



## Afrique Australe



La Communauté pour le développement de l'Afrique Australe (SADC) est le principal forum pour l'intégration régionale dans la région de l'Afrique Australe.

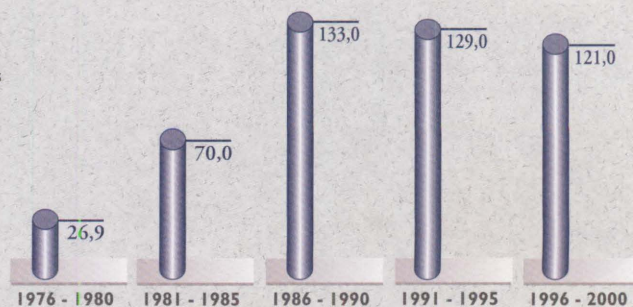
Le passage de la Conférence de coordination pour le développement de l'Afrique Australe (SADCC) à la SADC en 1992, ainsi que la transition réussie de l'Afrique du Sud vers un gouvernement démocratique et son adhésion à la SADC en août 1994, a ouvert de nouvelles perspectives pour l'Afrique Australe. Ce nouvel effort de mise en commun signifie plus développement en termes de dialogue politique intra-régional centré sur le renforcement de la paix, la sécurité et la stabilité ainsi que l'engagement vers la libéralisation des échanges intra-régionaux. Les Etats membres de la SADC continuent à suivre les programmes de réforme économique relativement avec succès, ce qui à terme devrait permettre de poursuivre le développement des économies de la région. Les pays de la région ont aujourd'hui la possibilité de renforcer la coopération et l'intégration régionale, dans un nouveau contexte de sociétés démocratiques et d'économies de marché.

Depuis 1976, la coopération régionale a été encouragée et appuyée par l'Union européenne, de façon accrue à partir de l'existence de la SADCC. A ce jour, près de 478 millions d'Ecus ont été alloués à cette forme de coopération en Afrique Australe, sous les nombreux accords de coopération de Lomé. Le Programme indicatif régional de Lomé IV (128,9 millions d'Ecus), comme les programmes régionaux précédents, est principalement axé sur trois secteurs: le transport et les communications, le développement des ressources humaines et la sécurité alimentaire et les ressources naturelles. Sous Lomé IV, les projets d'autoroute Trans-Capri, de route du Corridor de Beira et de lutte contre le *Muela Dam* et les maladies animales figurent parmi les plus importants.

En octobre 1996, le Programme indicatif régional de coopération sous le Second protocole financier de Lomé IV, a été signé à Windhoek, en Namibie, par la Commission européenne et la SADC pour un montant de 121 millions d'Ecus. Dans le cadre de ce protocole, les projets prioritaires pour les cinq ans à venir sont les infrastructures et services (45% de l'allocation indicative de fonds), le commerce, les investissements et la finance (20% des financements).

### FED + budget EDF

dotations en millions d'écus  
allocations in ECU million





ANGOLA  
 BOTSWANA  
 LESOTHO  
 MALAWI  
 MOÇAMBIQUE  
 NAMIBIA  
 SWAZILAND  
 ZAMBIA  
 ZIMBABWE

## Southern Africa

*Afrique Australe  
 Southern Africa*

The Southern Africa Development Community (SADC) constitutes the main forum for regional integration in the Southern Africa Region.

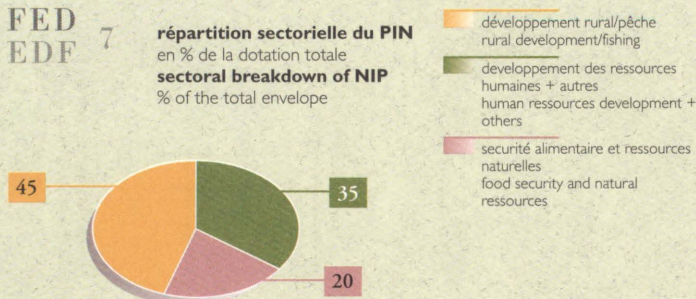
The evolution of SADCC (Southern Africa Development Co-ordination Conference) to SADC in 1992, together with the successful transition to representative government in South Africa and its membership of SADC in August 1994, opened new perspectives for Southern Africa. This new joint endeavour includes further development of an intra-regional political dialogue directed at strengthening peace, security and stability as well as the commitment towards intra-regional trade liberalisation. SADC member States have continued to follow economic reform programmes with varying degrees of success, which should in time result in more sustainable development of the region's economies. There is now scope for the countries in the region to build closer regional cooperation and integration, in the new context of more democratic societies and market-oriented economies.

Since 1976, regional cooperation in Southern Africa has been encouraged and supported by the European Commission. To date, some ECU 483 million have been allocated to this kind of cooperation in the Southern Africa region under the various Lomé cooperation agreements. The Lomé IV Regional Indicative Programme (ECU 128.9 million), as with previous regional programmes, focuses principally on three sectors: transport and communications, human resources development and food security and natural resources. The most important projects under Lomé IV include the Transcaprivi highway, the Beira-Inchope road, the Muela Dam and an animal diseases control project.

In October 1996, the Regional Indicative Programme for cooperation under the second protocol of the Lomé IV convention was signed in Windhoek, Namibia, between the European Commission and SADC. This allocated an amount of ECU 121 million. The main priority areas of cooperation for the five year period of this protocol are: infrastructure and services (45% of indicative allocation of funds) and trade, investment and finance (20% of the funds).

FED  
 EDF 7

**répartition sectorielle du PIN**  
 en % de la dotation totale  
**sectoral breakdown of NIP**  
 % of the total envelope







## Afrique Centrale

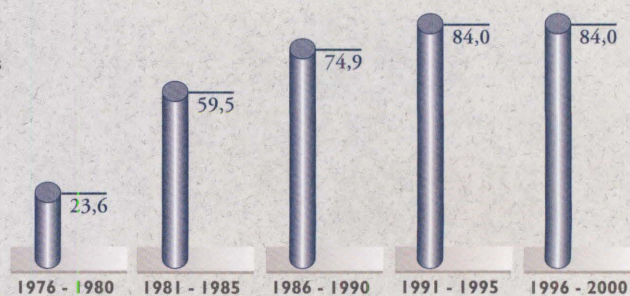


Sept Etats forment la vaste région d'Afrique Centrale (5,4 millions de km<sup>2</sup>), peuplée d'environ 73 millions d'habitants et caractérisée par une très grande diversité sous de nombreux aspects.

Les fonds du 8ème FED réservés à la coopération dans le cadre du Programme indicatif régional (84 millions d'Ecus) sont axés sur le renforcement de l'intégration économique régionale à travers, notamment, des financements bénéficiant aux itinéraires régionaux de transit définis dans le cadre du Programme régional de réformes de l'Union douanière et économique de l'Afrique Centrale (UDEAC). Par ailleurs, l'Union européenne poursuivra son action en faveur de l'utilisation rationnelle des écosystèmes forestiers.

### FED + budget

dotations en millions d'écus  
allocations in ECU million





CAMEROON/CAMEROUN

CENTRAFRIQUE

CONGO

GABON

GUINEA ECUATORIAL

SÃO TOMÉ E PRINCIPE

ZAIRE

## Central Africa

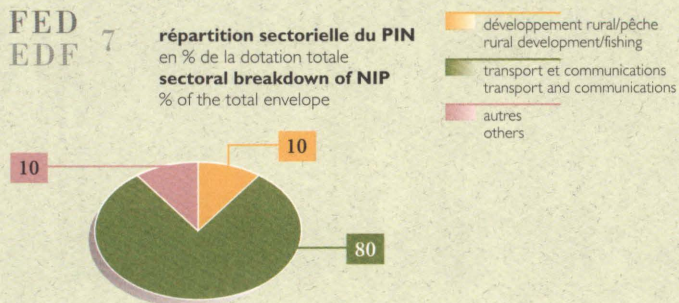
*Afrique Centrale  
Central Africa*

The spacious Central African region is formed of seven States with a population of about 73 million inhabitants, characterised by great diversity in numerous respects.

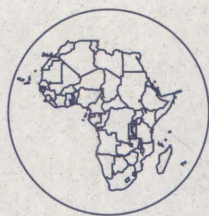
In the framework of this cooperation, the 8th EDF funds for cooperation under Lomé IV Regional Indicative Programme, which amounts to ECU 84 million, concentrates on strengthening regional economic integration by providing financing benefiting regional transit traffic routes defined within the UDEAC's (Union douanière et économique de l'Afrique Centrale) Regional Reforms Programme. The European Union will also continue supporting the rational use of forestry ecosystems.

FED  
EDF 7

**répartition sectorielle du PIN**  
en % de la dotation totale  
**sectoral breakdown of NIP**  
% of the total envelope







## Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique



Cette région couvre plus de 6,2 millions de km<sup>2</sup>, soit plus de deux fois la surface du territoire de l'Europe des quinze. Elle compte 166 millions d'habitants, ce qui représente le tiers de la population de l'ensemble des Etats ACP. Les pays de l'Afrique de l'Est et de la Corne de l'Afrique diffèrent par leur géographie, leur climat et leurs données historiques et politiques.

La région a souffert depuis trente ans de la famine et des guerres civiles. Certains Etats qui composent la région, tels que l'Ethiopie, la Somalie, le Soudan, le Rwanda et le Burundi ont été longtemps l'objet de préoccupations internationales. Par conséquent, il n'y a pas encore d'aide programmée pour la Somalie et pour le Soudan dans le cadre de la Convention de Lomé IV et, vu les circonstances actuelles, la mise en œuvre de programmes au Rwanda et au Burundi n'est pas opportune. La cadence des secours d'urgence ces dernières années n'a pas été sans conséquences tant sur l'environnement que sur l'infrastructure des différentes parties de cette région.

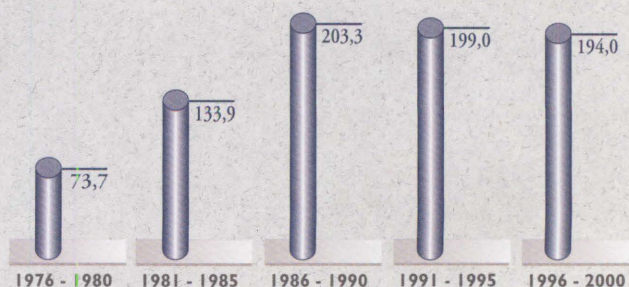
Les infrastructures de transport sont par ailleurs problématiques dans la région. D'autres facteurs avilissent les efforts destinés à promouvoir le commerce intérieur et extérieur. La rénovation de l'Autorité intergouvernementale pour le développement dans la Corne de l'Afrique et l'acceptation, en 1997, par la Coopération de l'Afrique de l'Est - comprenant le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie - d'une stratégie de développement en vue d'un marché unique, marquent un pas significatif vers la régionalisation.

Les principales priorités de la Convention de Lomé IV sont le transport, l'intégration commerciale et régionale, la sécurité alimentaire et la conservation des ressources naturelles. Les Etats de la région ont signé le Second protocole financier de la Convention de Lomé IV à Addis-Abeba, le 28 janvier 1997. Le Protocole attache une importance particulière à la coopération et à l'intégration régionales.

Au cours des deux dernières décennies, une grande partie de l'assistance apportée dans le cadre du programme régional de l'Afrique de l'Est a contribué à l'amélioration des infrastructures de transport desservant les pays enclavés. Le principe est celui de faire jouer la concurrence entre les routes et les moyens de transport; environ 400 millions d'Écus ont été engagés à cet effet, ce qui permettrait à ces pays de développer plus efficacement leur commerce. Cependant, l'absence d'infrastructures matérielles n'est pas le seul obstacle, et l'Union européenne a mis l'accent sur l'amélioration de la rapidité et la fiabilité des transports, en simplifiant les formalités de douane et de transit et en levant les barrières susceptibles d'entraver le commerce. Au cours de ces dernières années, cette assistance s'est faite de plus en plus dans le cadre de la Zone de préférence commerciale, qui tend actuellement à instaurer un marché commun (COMESA) dans les dix ans à venir, qui comprendrait l'Afrique de l'Est et l'Afrique Australe et une bonne partie de l'Océan Indien.

### FED + budget EDF

dotations en millions d'écus  
allocations in ECU million





BURUNDI  
 DJIBOUTI  
 ERITREA  
 ETHIOPIA  
 KENYA  
 RWANDA  
 SOMALIA  
 SUDAN  
 TANZANIA  
 UGANDA  
 ZAMBIA

## Eastern Africa and Horn of Africa

*Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique*  
*Eastern Africa and Horn of Africa*

The East Africa Region covers an area of more than 6.2 million km<sup>2</sup>, making it twice the size of the European Union of the fifteen. The 166 million inhabitants make up about one-third of the total ACP population. The countries differ widely, in terms of their geography, climate and of historical and political background.

The region has suffered the double scourge of famine and civil war for much of the last thirty years. Countries like Ethiopia, Somalia, Sudan, Rwanda and Burundi have attracted world-wide attention. As a result, there is currently no programmed aid to Somalia or the Sudan under the Lomé IV Convention, and programmes in Rwanda and Burundi cannot be implemented under the present circumstances. The continued inflows of relief aid over the past years have had a major impact on the natural environment and physical infrastructure of several parts of the region.

Another serious problem is that of an inadequate transport infrastructure in the region. Attempts to increase levels of trade both internally and externally are also hampered by other factors. The revitalisation of the Intergovernmental Authority on Development (IGAD) in the Horn of Africa and the approval in 1997 by the East Africa Co-operation (EAC)-comprising Kenya, Uganda and Tanzania- of a development strategy towards a single market marks a significant shift towards regionalism.

Focal sectors under the Lomé IV Convention are transport, trade and regional integration, food security and the conservation of natural resources. The countries of the region signed the Second Financial Protocol of the Lomé IV Convention in Addis Ababa on 28.1.1997. The Protocol attaches special importance to regional co-operation and integration.

Over the last two decades, much of the assistance provided under the East African regional programme has concentrated on improving the transport infrastructure serving the landlocked countries. This was based on the principle of encouraging competition between routes and transport modes; about 400 million ECU has been committed for this purpose, so that these countries can conduct their trade more efficiently. The lack of physical infrastructure is not the only constraint to trade and the European Union has put much emphasis on improving the speed and reliability of transport and encouraging trade, by simplifying customs and transit documentation and removing a variety of other obstacles to trade. In recent years, such assistance has been increasingly channelled through the Preferential Trade Area (PTA) which now seeks to establish over the coming decade a common market (COMESA) throughout Eastern and Southern Africa, and most of the Indian Ocean.

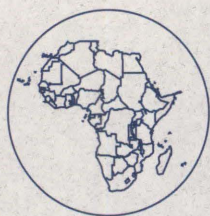
FED  
EDF 7

**répartition sectorielle du PIN**  
 en % de la dotation totale  
**sectoral breakdown of NIP**  
 % of the total envelope

développement rural/pêche  
 rural development/fishing  
 transport et communications  
 transport and communications  
 autres  
 others







## *Afrique sahélienne et occidentale côtière*

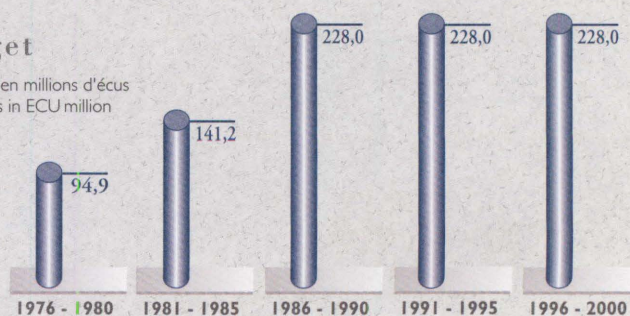


La coopération régionale dans le cadre de Lomé IV a pour objectif d'appuyer les différents processus d'intégration économique entre les dix-sept Etats de la région, s'étendant depuis le Cap-vert et la Mauritanie d'une part, jusqu'au Niger et au Nigéria, d'autre part. Les ressources du Programme Indicatif Régional (228 millions d'écus) sont ciblées sur trois domaines de concentration qui devraient être intégrés dans une stratégie régionale d'ensemble, cohérente avec les stratégies nationales et articulée avec les organisations régionales comme le Comité Inter-Etats de lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS) ou la CEDEAO (Communauté Economique des Etats d'Afrique Occidentale). Ces trois domaines concernent: la gestion des ressources naturelles et la protection de l'environnement; les transports et les communications; la valorisation des ressources humaines, plus particulièrement dans les domaines de la santé publique, de la formation et de la sécurité alimentaire.

**FED  
EDF**

**+ budget**

dotations en millions d'écus  
allocations in ECU million





BENIN  
 BURKINA FASO  
 CABO VERDE  
 CÔTE D'IVOIRE  
 THE GAMBIA  
 GHANA  
 GUINÉ-BISSAU  
 GUINÉE  
 LIBERIA  
 MALI  
 MAURITANIE  
 NIGER  
 NIGERIA  
 SENEGAL  
 SIERRA LEONE  
 TCHAD  
 TOGO

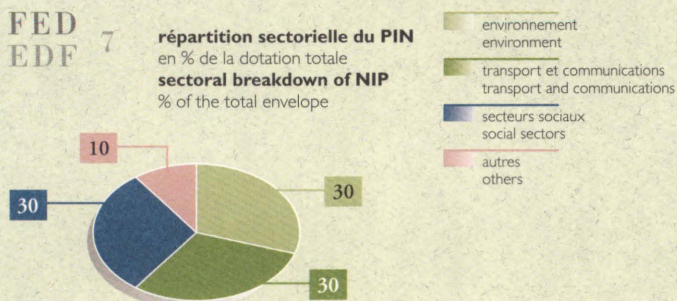
## Sahelian and Coastal Western Africa

*Afrique sahélienne et  
 occidentale côtière  
 Sahelian and Coastal  
 Western Africa*

Lomé IV cooperation mainly concentrates on supporting regional economic integration processes between the seventeen Sahelian states stretching from Cabo Verde and Mauritania on one hand, up to Niger and Nigeria on the other hand. Regional Indicative Programme resources (ECU 228 million) focus on three sectors; natural resources in particular in the health, training and food security sectors. Regional projects should be integrated in an overall regional strategy, that should be consistent with national strategies and linked to regional organisations such as CILSS (Inter State Committee in the Fight against Drought in the Sahel) or ECOWAS (Economic Community of West African States).

FED  
 EDF 7

**répartition sectorielle du PIN**  
 en % de la dotation totale  
**sectoral breakdown of NIP**  
 % of the total envelope







## *Caraïbes*



La coopération régionale couvre les quinze pays ACP de la région, et a bénéficié à ce jour, depuis 1976, de plus de 340 millions d'Ecus de subventions.

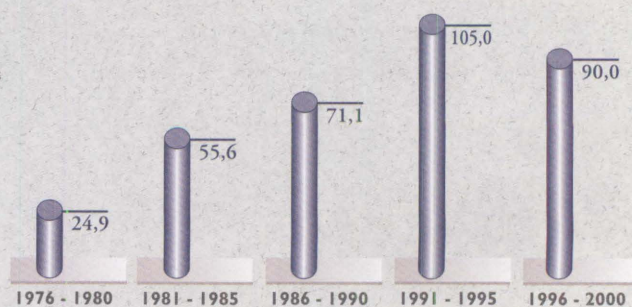
Le Programme indicatif régional de Lomé IV (7ème FED), signé en 1992, porte sur 105 millions d'Ecus. Son objectif principal est la promotion et le soutien à la coopération et à l'intégration régionales. Cette opération s'appuie sur la libre circulation intra-régionale des facteurs de production, une meilleure coordination des stratégies et politiques sectorielles sur le plan régional, et le renforcement de la coopération fonctionnelle dans la région. Les programmes sont en préparation ou en cours d'exécution dans les domaines du commerce, du tourisme, de l'agriculture, des télécommunications et du transport, du développement des ressources humaines et de la protection de l'environnement.

Sous le Second protocole financier du Programme indicatif régional (8ème FED), signé en 1997, 90 millions d'Ecus ont été alloués pour la promotion et l'assistance en matière de coopération et d'intégration régionales, ainsi que le développement humain et la capacité de construction lesquels font l'objet du soutien de la Communauté. Au sein de cette structure, la priorité est donnée avant tout à la compétitivité et au développement du secteur privé. Par ailleurs, les programmes prioritaires sont planifiés dans les domaines de la coopération décentralisée avec les acteurs non étatiques, la prévention des catastrophes naturelles et dans le cadre du plan d'action des Caraïbes pour la lutte contre le trafic de drogue.

Afin d'anticiper sur le deuxième millénaire et en préparation des négociations de post-Lomé, la Commission s'est penchée sur la question des opportunités de coopération économique et celle d'un éventuel accord de libre échange entre les Caraïbes et l'Union européenne face à l'intégration avancée dans les Amériques et la libéralisation globale.

### FED + budget EDF

dotations en millions d'écus  
allocations in ECU million





ANTIGUA AND BARBUDA  
 BAHAMAS  
 BARBADOS  
 BELIZE  
 DOMINICA  
 GRENADA  
 GUYANA  
 HAÏTI  
 JAMAICA  
 REPÚBLICA DOMINICANA  
 SAINT KITTS AND NEVIS  
 SAINT-LUCIA  
 SAINT VINCENT AND  
 THE GRENADINES  
 SURINAME  
 TRINIDAD AND TOBAGO

## Caribbean

*Caraïbes  
 Caribbean*

Regional cooperation covers the region's fifteen ACP countries and has benefited so far from more than ECU 340 million in the form of allocations since 1976.

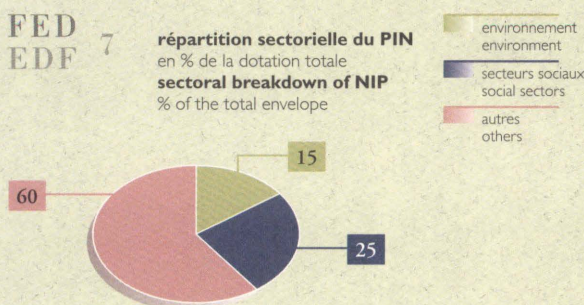
The Lomé IV Regional Indicative Programme (7 EDF) signed in 1992, involves ECU 105 million. Its main objective is the promotion and support of regional co-operation and integration. This process is based on liberalising the intra-regional movement of production factors, a closer co-ordination of strategies and sectoral policies at regional level, and the reinforcement of functional cooperation in the region. Programmes are in preparation or are being implemented in the areas of trade, tourism, agriculture, telecommunications and transport, human resources development and environmental protection.

Under the Second Financial Protocol of the Regional Indicative Programme (8 EDF) which was signed in 1997, 90 million ECU are allocated for the promotion and support for regional cooperation and integration as well as human development and capacity building as the two focal sectors of Community support. Within this framework primary focus is given to supporting the competitiveness and development of the private sector. Outside the focal points, priority programmes are planned in the areas of decentralised cooperation with non-state actors, regional disaster preparedness and within the framework of the Caribbean action plan for drug control.

Looking already beyond the year 2000 and in preparation of the post-Lomé negotiations the Commission has launched studies to examine the opportunities for closer economic co-operation and the possibilities for a free trade agreement between the Caribbean and the EU against the background of accelerated hemispheric integration in the Americas and global liberalisation.

FED  
 EDF 7

répartition sectorielle du PIN  
 en % de la dotation totale  
 sectoral breakdown of NIP  
 % of the total envelope







## Océan Indien



A partir de Lomé III, les programmes de coopération régionale ont été signés entre l'Union européenne et la Commission de l'Océan Indien (COI), organisation créée en 1982 et élargie aux quatre Etats ACP de la sous-région de l'Océan Indien en 1986, avec l'Ile de La Réunion (France).

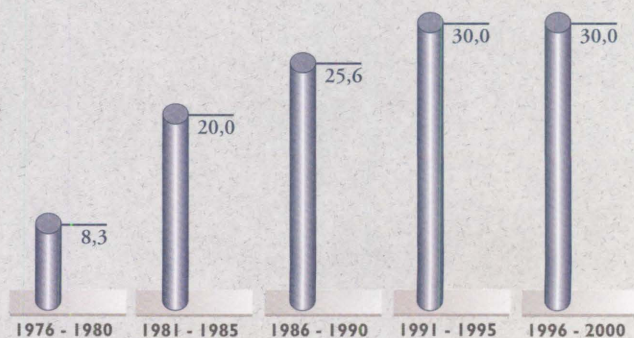
Au titre de Lomé I et II (environ 30 millions d'Ecus), l'aide communautaire a été principalement affectée aux secteurs des transports (aérien et maritimes), de la pêche et du commerce. Elle l'a été, s'agissant de Lomé III, (29 millions d'écus) dans les domaines de la gestion des ressources maritimes et naturelles, de la météorologie, du commerce extérieur et du tourisme.

Les domaines de concentration du Programme indicatif régional de Lomé IV (30 millions d'Ecus) sont l'environnement et le commerce extérieur. Un projet dans le secteur de l'environnement de 11 millions d'Ecus est en cours d'exécution, et dans le domaine du commerce extérieur, une intervention pour la promotion des échanges bénéficiant d'une contribution de 9,3 millions d'Ecus a commencé à être mis en œuvre au courant du deuxième semestre 1996. En dehors de ces deux domaines de concentration, quatre autres projets ont été approuvés dans les domaines des télécommunications (3,3 millions d'Ecus), de la coopération technique (1,8 million d'Ecus), et de la recherche agricole appliquée (1,9 million d'Ecus), et la coopération inter-universitaires (1,9 millions d'Ecus).

Le Programme indicatif régional du 8ème FED (30 millions d'Ecus) a été signé en avril 1997. Les principaux secteurs sont la gestion et la protection des ressources naturelles et halieutiques (50%) et le développement des échanges (15%).

**FED + budget**  
**EDF**

dotations en millions d'écus  
allocations in ECU million





COMORES

MADAGASCAR

MAURITIUS

SEYCHELLES

## Indian Ocean

*Océan Indien*  
*Indian Ocean*

Since Lomé III, regional co-operation programmes have been signed between the European Union and the Indian Ocean Commission (IOC), an organisation created in 1982 and enlarged in 1986 to the four ACP States in the Indian Ocean subregion and including France (Réunion).

Under Lomé I and II (ECU 30 million), Community aid was mainly allocated to the transport sectors (air and sea), fishing and trade. Lomé III funds (ECU 29 million) were earmarked for maritime and natural resources management, meteorology, external trade and tourism.

The Lomé IV Regional Indicative Programme (ECU 30 million) concentrates on the environment and external trade. An ECU 11 million project is under way in the environment sector and external trade will receive a boost with an ECU 9.3 million project for the promotion of trade exchanges which started up in the first half of 1996. In non-focal sectors, four other projects have also been approved in the fields of telecommunications (ECU 3.3 million), technical co-operation (ECU 1.8 million) and applied agricultural research (ECU 1.9 million), and inter-university cooperation (ECU 1.9 million).

The 8<sup>th</sup> Regional Indicative Programme (ECU 30 million) was signed in April 1987. The focal sectors are the management and protection of natural and maritime resources (50%) and the development of exchanges (15%).

FED  
EDF 7

**répartition sectorielle du PIN**  
en % de la dotation totale  
**sectoral breakdown of NIP**  
% of the total envelope

environnement  
environment

développement minier et industriel/PME  
mine and industry development/SMEs

autres  
others







## Pacifique



Le Programme indicatif régional (PIR) précédent a permis de limiter les problèmes liés aux longues distances qui séparent les huit pays ACP, grâce à des projets dans les domaines du transport et des télécommunications, et a contribué au développement des secteurs porteurs de la région: l'agriculture, les ressources halieutiques et le tourisme.

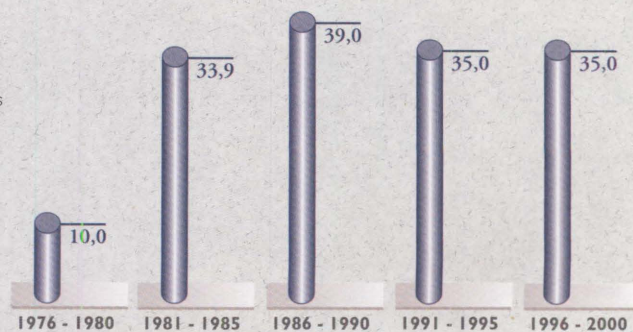
Environ 120 millions d'Écus ont été alloués à cette forme de coopération depuis 1976. Sous le Protocole financier de Lomé IV (7ème FED), le PIR (35 millions d'Écus) poursuit cette stratégie en l'adaptant aux nouveaux besoins: protection de l'environnement et développement des ressources humaines. Des projets d'appui sont mis en œuvre en faveur de la pêche, du tourisme, de l'agriculture, du transport aérien régional et du développement des ressources humaines.

Le PIR sous le Second protocole financier de Lomé IV (8ème FED), qui s'élève également à 35 millions d'Écus, a été signé en septembre 1997. Il concourt à la progression du développement des ressources humaines (de 10% à 45%), et met plus l'accent sur l'environnement dans son second domaine d'intervention, à savoir la gestion durable des ressources naturelles.

Depuis 1994, les fonds du Budget général de la Communauté européenne ont été mobilisés pour soutenir cinq projets axés sur l'utilisation durable et la conservation des forêts tropicales dans la sous-région mélanésienne. Le programme de lutte contre le SIDA, mis en œuvre par le Secrétariat de la Communauté du Pacifique et soutenu à hauteur de 400.000 Écus, bénéficie également de ce financement.

### FED + budget

dotations en millions d'écus  
allocations in ECU million





FIJI  
 KIRIBATI  
 PAPUA - NEW GUINEA  
 SAMOA  
 SOLOMON ISLANDS  
 TONGA  
 TUVALU  
 VANUATU

## Pacific

*Pacifique  
 Pacific*

Previous Regional Indicative Programmes (RIP) have concentrated on alleviating problems resulting from the huge distance between the eight ACP countries by implementing projects in the fields of transport and telecommunications, and have contributed to enhancing regional assets: agriculture, marine resources and tourism.

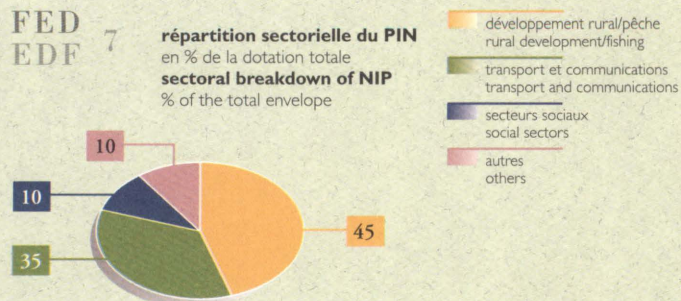
About ECU 120 million has been allocated to this kind of cooperation since 1976. Under the first Lomé IV Financial Protocol (7<sup>th</sup> EDF), the RIP (ECU 35 million) carried this strategy forward, while adapting it to new needs: environmental protection and human resources development. Projects have been implemented in support of fisheries, tourism, agriculture, regional air transport and human resources development.

The RIP under the Second Financial Protocol of Lomé IV (8<sup>th</sup> EDF), also amounting to ECU 35 million, was signed in September 1997. It provides for a significant increase in human resources development (from 10% to 45%), and puts more emphasis on environment within its second area of concentration, i.e. the sustainable management of natural resources.

Since 1994, resources from the General Budget of the European Community have been mobilised to support five projects aimed at the sustainable use and conservation of rain forests in the Melanesian sub-region. The AIDS programme, implemented by the Secretariat of the Pacific Community and supported with some ECU 400,000, is also funded from budgetary resources.

FED  
 EDF 7

**répartition sectorielle du PIN**  
 en % de la dotation totale  
**sectorial breakdown of NIP**  
 % of the total envelope





## Glossaire

<b>ACP</b>	Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique signataires de la Convention de Lomé
<b>BEI</b>	Banque Européenne d'Investissement
<b>Ecus</b>	Unité de compte européenne, valant en moyenne 1.11 dollar US (décembre 1997)
<b>FAS</b>	Facilité d'Ajustement Structurel
<b>FED</b>	Fonds européen de Développement
<b>ONG</b>	Organisation non-gouvernementale
<b>PGI</b>	Programme général d'importation
<b>PIN</b>	Programme Indicatif National
<b>PIR</b>	Programme Indicatif Régional
<b>PSI</b>	Programme sectoriel d'importation
<b>PTOM</b>	Pays et Territoires d'Outre-Mer associés à l'Union européenne
<b>Stabex</b>	Système de stabilisation des recettes d'exportation de produits de base agricoles
<b>Sysmin</b>	Facilité de financement spéciale pour le secteur minier
<b>UE</b>	Union européenne instituée par le Traité de Maastricht signé par les Douze Etats membres de la Communauté européenne, et entrée en vigueur en novembre 1993. L'UE compte 15 Etats membres à ce jour.



# Glossary

<b>ACP</b>	African, Caribbean and Pacific States who signed the Lomé Convention
<b>ECU</b>	European currency unit, worth on average 1.11 US dollar (December 1997)
<b>EDF</b>	European Development Fund
<b>EIB</b>	European Investment Bank
<b>EU</b>	European Union established by the Maastricht Treaty which was signed by the Twelve Member States of the European Community; came into force in November 1993. There are now 15 Member states.
<b>GIP</b>	General Import Programme
<b>NGO</b>	Non-governmental organisation
<b>NIP</b>	National Indicative Programme
<b>OCT</b>	Overseas Countries and Territories which are associated with the European Union
<b>RIP</b>	Regional Indicative Programme
<b>SAF</b>	Structural Adjustment Facility
<b>SIP</b>	Sectoral Import Programme
<b>Stabex</b>	Stabilisation of export earnings from agricultural commodities system
<b>Sysmin</b>	Special financing facility for the mining sector



***Commission Européenne***

**Direction générale du Développement**

Tiré à part du Courrier ACP-UE

Manuscrit achevé en septembre 1998

CONCEPTION, GRAPHISME, IMPRESSION ET FAÇONNAGE

Imprimerie Lannoo, Tielt-Belgique

Reproduction autorisée sous réserve  
d'indication de la source.

Les indicateurs socio-économiques ont été  
fournis par Eurostat.

Les cartes reproduites n'impliquent la  
reconnaissance d'aucune frontière  
particulière, ni ne préjugent le statut  
d'aucun Etat ni territoire.

***European Commission***

**Directorate-General for Development**

Special issue of The Courier ACP-EU

Manuscrit completed in September 1998

CONCEPT, GRAPHIC DESIGN, PRINTING AND BINDING

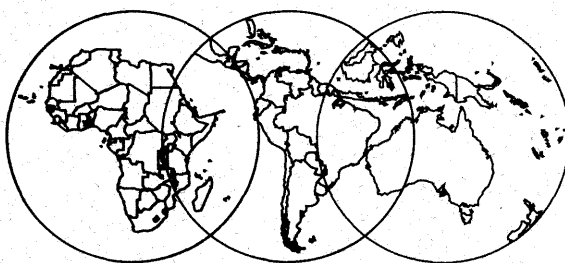
Lannoo Printers, Tielt-Belgium

Reproduction authorized, subject to  
indication of source.

Socio-economics indicators from  
Eurostat.

The maps reproduced here do not imply  
recognition of any particular border,  
nor do they prejudice the statut of any  
state or territory.





---

CF-AA-98-007-2A-C

EDITEUR/PUBLISHER  
Philip Lowe

CCÉ/CEC  
rue de la Loi, 200  
B-1019 Bruxelles

Imprimé en Belgique  
Printed in Belgium

ISBN 92-828-4193-6



9 789282 841938